

Des signes de reprise à confirmer

Nathalie SALOMON, Insee

Frémissement de l'emploi salarié principalement marchand grâce à l'intérim

En 2015, l'emploi salarié principalement marchand progresse de +0,3 % après plusieurs années de baisse. Cette augmentation, moins prononcée qu'en France métropolitaine, correspond à la création nette de 3 200 emplois. Ce rebond est observé dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais (+ 0,6 %), alors qu'il continue de baisser dans l'Oise (- 0,8 %), l'Aisne (- 0,6 %) et la Somme (- 0,4 %).

L'augmentation du nombre de salariés est exclusivement portée par les services marchands : + 6 400 pour l'intérim et + 5 200 pour les autres services, hors commerce.

Dans les services marchands autres que l'intérim et le commerce, l'emploi augmente dans les mêmes proportions qu'au niveau national, soit + 1 % après une progression plus modeste les années précédentes. Néanmoins, les effectifs salariés sont en hausse seulement dans le Nord (+ 1,7 %) et le Pas-de-Calais (+ 1,5 %) alors qu'ils restent relativement stables dans la Somme et diminuent dans l'Aisne (- 1,1 %) et l'Oise (- 1 %).

La construction et l'industrie continuent de perdre des emplois.

Le taux de chômage est en repli

Le taux de chômage du Nord-Pas-de-Calais-Picardie s'établit à 12,5 % de la population active au 4^e trimestre 2015. Le chômage baisse de 0,2 point en 2015 après avoir augmenté de 0,2 point en 2014. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail s'améliore également en France métropolitaine où 10,0 % de la population active est au chômage. Malgré cette baisse modérée, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie est la région métropolitaine la plus touchée par le chômage. Le chômage baisse, dans des proportions similaires, dans l'Aisne, le Nord, l'Oise et le Pas-de-Calais mais s'accroît dans la Somme.

La demande d'emploi progresse, sauf pour les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans

Au cours de l'année 2015, le nombre de demandeurs d'emplois tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi a de nouveau augmenté dans le Nord-Pas-de-Calais-Picardie (+3,6 %). Ainsi, en fin d'année, 581 800 personnes sont inscrites à Pôle emploi en catégories A, B ou C.

Seul le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue au cours de l'année 2015. Il est en baisse de 1,4 % après une stabilité en 2014. Avec la

Normandie, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie est la région où la part des jeunes inscrits à Pôle emploi est la plus élevée. Ainsi les jeunes représentent 18 % des demandeurs d'emploi contre 15 % en France métropolitaine. Dans la région, cette évolution s'accompagne d'une activité partielle en baisse. Ainsi, le nombre d'heures consommées atteint 1 766 000 au premier semestre 2015 contre 2 073 000 au même semestre de l'année précédente, soit une diminution de 15 %.

Un recours accru aux contrats aidés, porté par le secteur marchand

Au regard des difficultés économiques que connaît le Nord-Pas-de-Calais-Picardie, le nombre de contrats aidés est important dans la région. Ils représentent 13,5 % des contrats engagés au niveau national, contre 14,5 % en 2014. Le nombre d'entrées dans ces contrats est globalement en hausse sur l'année, mais de manière plus modérée dans la région (+ 5,5 %) qu'en France métropolitaine (+ 13,5 %).

Cette augmentation est portée par le secteur marchand, dans lequel le nombre d'entrées en contrat aidé atteint 14 585 en 2015 contre 9 808 en 2014. Le nombre de contrats initiative emploi augmente fortement tandis que celui des emplois d'avenir est en baisse.

Baisse des créations d'entreprises, sous l'effet de la désaffection pour le régime de micro-entrepreneur

Le nombre de créations d'entreprises en Nord-Pas-de-Calais-Picardie baisse sensiblement en 2015 (- 6,3 %). Ce recul est plus marqué que celui observé en France métropolitaine (- 4,7 %). Le nombre de créations sous régime de micro-entrepreneur chute fortement (- 24,8 %) au profit des créations d'entreprises individuelles (+ 28,3 %). Ce repli des créations sous régime de micro-entrepreneur s'observe dans tous les départements de la région et dans tous les secteurs d'activité, à des degrés variables toutefois.

Les défaillances d'entreprises régionales sont en légère baisse dans la région même si l'Aisne et le Pas-de-Calais font exception.

Construction : contexte morose sauf pour la promotion immobilière

La baisse de la construction de logements se poursuit en 2015 en Nord-Pas-de-Calais-Picardie : recul de -4 % des autorisations et de - 7 % des mises en chantier par rapport à 2014. L'embellie observée au niveau national ne gagne pas encore la région. Ce contexte peu favorable se traduit par des pertes d'emploi, un chiffre d'affaires et des investissements en recul.

Les entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics de la région escomptent pourtant un retournement de tendance pour 2016. La reprise en 2015 de l'activité des promoteurs, en repli depuis 2012, pourrait leur donner raison. Les ventes d'appartements neufs progressent nettement et s'accompagnent d'une légère hausse des prix de vente. Le temps écoulé entre la mise sur le marché et la vente de logements neufs s'est réduit de 7 mois en un an.

Dynamisme des ventes de véhicules, trafic de marchandises en recul

En 2015, plus de 266 000 voitures particulières ont été immatriculées dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, soit une hausse de +9,5 % par rapport à 2014. Cette progression, constatée dans tous les départements est plus importante dans la région qu'en France métropolitaine (+ 6,8 %).

Le trafic de marchandises par la route et par voie d'eau est en recul par rapport à 2014.

Niveau record pour l'aéroport de Beauvais-Tillé

La progression du trafic de l'aéroport de Beauvais-Tillé, spécialisé dans les vols low cost, continue et atteint un niveau record en 2015. Cette croissance est plus de deux fois supérieure à celle observée en France métropolitaine (respectivement 7,6 % et 3,1 %).

Par ailleurs, le trafic aéroportuaire se replie à Lille-Lesquin.

Une agriculture productive mais des prix moins rémunérateurs

L'année a été exceptionnelle pour les cultures d'hiver, en qualité et en quantité. L'hiver doux et les conditions propices au tallage des céréales ont conduit à des rendements records. Ainsi, le rendement en orge d'hiver progresse de 85 à 94 q/ha et le rendement en blé tendre passe de 90 à 97 q/ha.

En 2015, les prix d'achat des moyens de productions agricoles sont en baisse, ne compensant qu'en partie la baisse importante des prix des produits agricoles.

Le tourisme régional se porte bien

L'hôtellerie continue à avoir le vent en poupe : les clients séjournent plus longtemps dans les hôtels de la région et le nombre de nuitées augmente de près de 3 %. La hausse de la fréquentation des touristes étrangers se confirme en 2015. Dans l'hôtellerie de plein air, l'activité progresse également, de plus de 2 %. À la différence des hôtels, la fréquentation de la clientèle étrangère a toutefois été moindre en 2015.

Pour en savoir plus

● www.insee.fr/region

● Définitions : voir page 22 et [ww.insee.fr](http://www.insee.fr)

L'économie française accélère en 2015

Camille SUTTER, Insee, DG, Division Synthèse conjoncturelle

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+2,0 % après +2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité

croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+2,4 %) ; l'activité britannique reste également dynamique (+2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+1,6 % après +0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation.

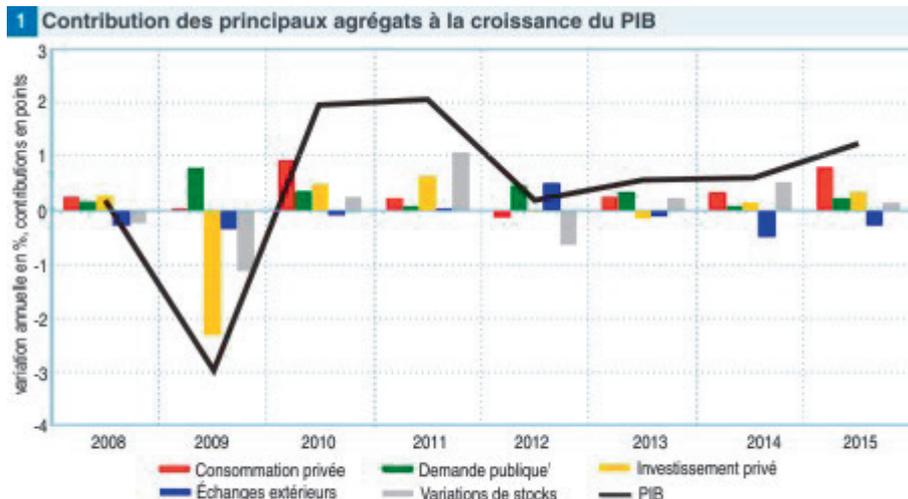
D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un *quantitative easing* - de la Banque centrale européenne dynamise l'investissement, et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de +1,3 % en volume, après +0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+1,5 % après +0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+1,4 % après +1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (-3,8 % après -5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+2,8 % après +1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (-0,8 % après -3,5 %).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (-0,3 point) qu'en 2014 (-0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+0,1 point).



¹ Y compris institutions sans but lucratif au service des ménages
Champ : France
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

2 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente			2015	
	(en %)			En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2013	2014	2015		
Produit intérieur brut (PIB)	0,6	0,6	1,3	2 181,1	1,3
Importations	2,1	4,7	6,6	685,0	-2,1
Consommation effective des ménages, dont :	0,7	0,9	1,6	1 540,7	1,1
- dépense des ménages	0,5	0,7	1,5	1 156,0	0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM	1,4	1,8	1,7	384,7	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	-0,1	1,0	182,7	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	-0,8	-0,3	1,0	469,2	0,2
- entreprises non financières	0,2	1,6	2,8	262,7	0,3
- ménages	-0,5	-3,5	-0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	-0,7	-5,7	-3,8	75,3	-0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,5	0,1	2,7	0,1
Exportations	1,9	3,3	6,1	654,9	1,8

ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages
Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié SMNA s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de *Brent*. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+1,7 % après +0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 : +1,6 % après +0,7 %. Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+1,5 %). ■

Pour en savoir plus

- www.insee.fr thème conjoncture Analyse de la conjoncture
- Définitions : voir page 22 et [ww.insee.fr](http://www.insee.fr)